

**PROVINCE DE QUÉBEC ... TÉMISCAMINGUE
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE TÉMISCAMINGUE**

15 DÉCEMBRE 2010

PROCÈS-VERBAL de la **SÉANCE ORDINAIRE** du conseil de la Municipalité régionale de comté de Témiscamingue, tenue selon la loi, au bureau de la MRC de Témiscamingue, 21, rue Notre-Dame-de-Lourdes à Ville-Marie, **MERCREDI LE 15 DÉCEMBRE 2010, à 19 h 00 (7 h 00 pm)**, à laquelle :

Madame Lyna Pine	,	mairesse d'Angliers
Monsieur Luc Lalonde	,	maire de Béarn
Monsieur Alain Sarrazin	,	maire de Duhamel-Ouest
Monsieur André Pâquet	,	maire de Fugèreville
Monsieur Maurice Laverdière,		maire de Guérin
Monsieur Norman Young	,	maire de Kipawa
Monsieur Gérald Charron	,	maire de Laforce
Monsieur Yvon Gingras	,	maire de Latulipe-et-Gaboury
Monsieur Daniel Barrette	,	maire de Laverlochère
Monsieur Philippe Boutin	,	maire de Lorrainville
Monsieur Michel Paquette	,	maire de Moffet
Madame Carmen Rivard	,	mairesse de Nédélec
		et préfète suppléante de la MRCT
Monsieur Mychel Tremblay	,	maire de Notre-Dame-du-Nord
Monsieur Jocelyn Aylwin	,	maire de Rémigny
Madame Joanne Larochelle	,	mairesse de St-Bruno-de-Guigues
Monsieur Réjean Drouin	,	maire de St-Édouard-de-Fabre
Madame Jacinthe Marcoux	,	mairesse de St-Eugène-de-Guigues
Monsieur Bruno Boyer	,	maire de la ville de Belleterre
Monsieur Philippe Barette	,	maire de la ville de Témiscaming
Monsieur Bernard Flébus	,	maire de la ville de Ville-Marie

TOUS CONSEILLERS FORMANT QUORUM, AINSI QUE :

Monsieur Yvon Gagnon , président du Comité municipal de Laniel
et représentant du territoire non organisé

SOUS LA PRÉSIDENTE DE :

Monsieur Arnaud Warolin, préfet de la MRCT

SONT ÉGALEMENT PRÉSENTS :

Monsieur Daniel Dufault , coordonnateur au service d'aménagement
Madame Lyne Gironne , coordonnatrice au service d'évaluation
Monsieur Tomy Boucher , agent de développement
Monsieur Denis Clermont , secrétaire-trésorier – directeur général

12-10-445

Ouverture de la séance à 19 h 00, adoption de l'ordre du jour et mot / rapport du préfet, M. Arnaud Warolin.

Il est proposé par M. Philippe Boutin
appuyé par M. Maurice Laverdière
et résolu unanimement

- ❖ Que l'ordre du jour soit adopté tel que rédigé;
- ❖ Que l'article « Affaires nouvelles » demeure ouvert jusqu'à la fin de la séance.

Mot du préfet :

Réflexion sur le changement.

Le changement est inévitable; on y adhère ou on y résiste! Les élus / élues sont des agents de changement.

Suite à l'élection générale de novembre 2009, la MRCT a choisi de prioriser le développement économique. Ainsi, le préfet demande au conseil un mandat au comité administratif (CA) et au Comité de développement économique de la MRCT dans le but d'opérer les changements qui s'imposent dans les structures économiques (CLD) afin d'atteindre cet objectif.

Le développement économique est la responsabilité des élus municipaux, tel que démontré à l'entente intervenue entre le ministère (MDEIE) et la MRCT le 19 juin 2008 (2008-2009 à 2011-2012). Les pourparlers en cours depuis un an entre la MRCT et la SDT n'ont pas donné les résultats attendus.

12-10-445.1

Il est proposé par M^{me} Jacinthe Marcoux
appuyé par M. Philippe Boutin
et résolu unanimement

- ❖ D'accorder au CA et au Comité de développement économique le mandat de procéder aux changements nécessaires en matière de développement économique afin de répondre adéquatement aux besoins du milieu.

Le sujet principal de la réunion d'aujourd'hui est la représentation auprès de 51 comités et organismes. Chacun doit s'impliquer et faire sa part! Les représentations que font les élus doivent être pertinentes.

—————//—————

Désormais, les réunions du conseil qui débutaient à 19 h 00 et celles du CA qui débutaient à 17 h 00, seront reportées de 30 minutes, pour permettre la tenue de réunions de travail (caucus). Les membres du conseil ont besoin de se réunir, en privé, pour approfondir certains dossiers et partager entre eux des questions particulières. Aucune décision ne peut être prise lors des caucus; selon la loi, rien n'est valable et légal en dehors des assemblées publiques du conseil.

—————//—————

Le préfet souhaite que le conseil traite de façon particulière les recommandations du comité administratif à l'avenir.

12-10-446

Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 24 novembre 2010.

Le procès-verbal de la séance ordinaire du 24 novembre 2010 ayant été remis et/ou transmis par la poste à tous les conseillers.

Il est proposé par M. Yvon Gingras
appuyé par M^{me} Lyna Pine
et résolu unanimement

- ❖ Que ledit procès-verbal soit adopté et signé tel que rédigé, tout comme s'il avait été lu.

Période de questions de l'assistance (CM, art. 150).

1^{re} partie

12-10-447

Questions de M. Gilles Lepage :

- Quelle est la pertinence des « caucus » annoncés précédemment avant les réunions du conseil et du CA?
- Quelle est la vision de la MRCT en matière de développement économique?

Pour l'essentiel, rapprocher les services des promoteurs et des entrepreneurs – Promouvoir un développement à dimension humaine (PME).

- Pour quels motifs les journalistes ne participent pas en plus grand nombre aux réunions de la MRCT?

À eux de répondre! Pour notre part, nous remarquons depuis l'élection générale de novembre 2009, que les médias semblent satisfaits des communications avec le monde municipal.

12-10-448

Présentation par M^{me} Jacinthe Marcoux, mairesse de St-Eugène-de-Guigues, concernant le maintien des services publics gouvernementaux.

L'action des organismes communautaires autonomes repose sur leur travail quotidien contre la pauvreté, la discrimination et l'exclusion.

Les organismes communautaires en santé et services sociaux se mobilisent pour obliger le gouvernement à mettre un frein à la privatisation et la tarification des services publics et pour forcer le gouvernement à maintenir un réseau public de santé et de services sociaux qui soit universel, accessible et de qualité.

Considérant les consultations gouvernementales prévues en 2011 sur ce sujet;

Il est proposé par M. Yvon Gingras
appuyé par M. Maurice Laverdière
et résolu unanimement

- ❖ De demander à la CRÉ de collaborer avec le milieu et de prendre l'initiative de la préparation et la présentation au gouvernement du Québec, le cas échéant, d'un Mémoire sur l'état des services publics en région et l'importance d'un réseau répondant aux besoins réels de la population.

Ledit Mémoire doit également faire l'évaluation des impacts des mesures prévus sur notre population.

12-10-449

Utilisation de produits régionaux dans les rencontres municipales.

Considérant qu'il importe de favoriser l'utilisation des produits régionaux à l'intérieur des rencontres, conférences, réunions de conseil d'administration et autres activités suscitant un rassemblement sur notre territoire de façon à favoriser la connaissance et la croissance de ceux-ci;

Considérant qu'une liste de produits régionaux a été élaborée par la Fédération de l'UPA d'Abitibi-Témiscamingue en collaboration avec les tables locales de concertation agroalimentaire d'Abitibi-Témiscamingue;

Considérant que le domaine agroalimentaire du Témiscamingue est durement touché par la conjoncture économique des dernières années;

Il est proposé par M. Bernard Flébus
appuyé par M. Luc Lalonde
et résolu unanimement

- ❖ Que la MRC de Témiscamingue privilégie l'utilisation de produits régionaux à l'intérieur de ses activités municipales (rencontres, séances du conseil, conférences, GAMME, etc.);
- ❖ D'inciter les organismes en lien avec le monde municipal d'emboîter le pas.

12-10-450

Représentation MRCT auprès de comités et d'organismes 2011.

Il est proposé par M. Daniel Barrette
appuyé par M^{me} Carmen Rivard
et résolu unanimement

- ❖ De reconnaître et d'établir comme suit la représentation de la MRCT auprès de comités et d'organismes pour l'année 2011.
- **Préfet élu au suffrage universel** le 1^{er} novembre 2009 – Mandat de 4 ans : M. Arnaud Warolin.

Avant cette élection du 1^{er} novembre 2009, M. Jean-Pierre Charron, maire de Belleterre, occupait le poste de préfet de la MRC de Témiscamingue depuis le 14 décembre 2005.

➤ **Préfet suppléant** :

Lors du conseil des maires le 25 novembre 2009, le préfet élu, M. Arnaud Warolin, annonçait la nomination de M^{me} Carmen Rivard, mairesse de Nédélec, à titre de préfète suppléante de la MRC de Témiscamingue, pour une période d'un an (article 198, *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, LRQ chapitre A-19.1).

1) **Comité administratif** :

(Réf. : CM, article 123 – Règlement n° 004-07-1981 adopté le 28 juillet 1981).

« Composé du préfet, du préfet suppléant et de 3 autres membres nommés par résolution du conseil. »

« Les résolutions qu'adopte le comité ont la même vigueur et le même effet que si elles étaient adoptées par le conseil. Le conseil peut, quand bon lui semble, remplacer tout membre du comité. »

↳ M. Arnaud Warolin, préfet d'office;

↳ M^{me} Carmen Rivard, préfète suppléante (Nédélec);

↳ M. Yvon Gingras (Latulipe-et-Gaboury);

↳ M. Daniel Barrette (Laverlochère);

↳ M. Philippe Barette (Témiscaming).

Autre fonction du comité administratif :

- **Comité multiressource** (Gestion du Fonds de mise en valeur des lots intramunicipaux).

Des représentants de l'UPA et du Syndicat des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue se joignent au CA pour l'occasion.

2) Représentants à la Table des préfets d'Abitibi-Témiscamingue créée le 31 mars 1989 :

- ↳ Préfet de la MRCT (d'office), ainsi que le secrétaire-trésorier – directeur général, de la MRCT.

La MRC de Témiscamingue anime et coordonne la Conférence des préfets d'Abitibi-Témiscamingue depuis le 23 septembre 2004.

3) Délégués (CM, article 129 – préfet et 2 membres) :

- ↳ M. Arnaud Warolin (préfet d'office);
- ↳ M. Yvon Gingras (Latulipe-et-Gaboury);
- ↳ M^{me} Carmen Rivard (Nédélec).

4) Substituts aux délégués :

- ↳ M. Daniel Barrette (Laverlochère);
- ↳ M. Bernard Flébus (Ville-Marie).

5) Société de développement du Témiscamingue (SDT) créée en juillet 1994 (Regroupement CDET, OTT, CADC, CAE) :

- ↳ M. Arnaud Warolin (préfet MRCT);
- ↳ M. Mychel Tremblay (Notre-Dame-du-Nord);
- ↳ M. Bernard Flébus (Ville-Marie).

6) Représentants au congrès de la FQM :

- ↳ Préfet et secrétaire-trésorier – directeur général.

7) Représentants à la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue (CRÉAT) :

- ↳ M. Arnaud Warolin (préfet MRCT);
- ↳ M. Philippe Barette (Témiscaming);
- ↳ M. Bernard Flébus (Ville-Marie);
- ↳ M^{me} Lorraine Barrette (Société civile) (Laverlochère).

8) Représentant à Para-Transport ainsi qu'à la Corporation du transport adapté du Témiscamingue (CTAT) créée en 1987 :

- ↳ M^{me} Carmen Rivard (Nédélec).

9) Représentant « Le Baladeur » :

- ↳ M. Denis Clermont, secrétaire-trésorier – directeur général de la MRCT.

10) Représentant à l'Unité de loisir et de sport d'Abitibi-Témiscamingue :

↳ M. Philippe Boutin (Lorrainville).

11) Représentant au Syndicat des producteurs de bois d'Abitibi-Témiscamingue (SPBAT). (Négociation des prix du bois avec l'industrie forestière sur les lots intramunicipaux) :

↳ M. André Pâquet (Fugèreville);

↳ M^{me} Joanne Larochelle (St-Bruno-de-Guigues).

12) Représentants au conseil d'administration de l'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées du Témiscamingue (ARMVFPT) créée en 1996 :

↳ M. Daniel Barrette (Laverlochère);

↳ M. Daniel Dufault, coordonnateur au service d'aménagement de la MRCT.

13) Représentant à la Commission culturelle témiscamienne :

↳ M^{me} Lyna Pine (Angliers).

14) Représentant au Comité de promotion touristique du Témiscamingue créé en octobre 2000 et dont les activités débutent en 2001 :

↳ M. Yvon Gagnon (Comité municipal de Laniel).

15) Représentant au Centre d'appels d'urgence 9-1-1 de l'Abitibi-Témiscamingue (CAUAT) créé en février 2005 :

↳ M^{me} Carmen Rivard (Nédélec).

16) Représentants au Groupe de gestion intégrée des ressources (GIR) créé en 2007 :

↳ M. Daniel Dufault, coordonnateur au service d'aménagement de la MRCT;

↳ M. Yvon Gingras (Latulipe-et-Gaboury);

↳ M. Denis Clermont, secrétaire-trésorier – directeur général de la MRCT.

17) Représentant au conseil d'administration de la Gestion de l'inforoute régionale Abitibi-Témiscamingue (GIRAT) (Large bande) créée en mars 2005 :

↳ M^{me} Lyne Gironne, coordonnatrice au service d'évaluation de la MRCT.

18) Représentant à la Corporation de développement de l'enseignement supérieur du Témiscamingue (Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue), créée le 14 décembre 2004 :

↳ M^{me} Lyna Pine (Angliers).

19) Représentants au Groupe d'animation du milieu municipal et économique (GAMME), créé par le conseil de la MRC de Témiscamingue le 21 septembre 2005 :

- ↪ M. Arnaud Warolin (préfet MRCT);
- ↪ M^{me} Lyna Pine (Angliers);
- ↪ M. Luc Lalonde (Béarn);
- ↪ M^{me} Doris Gauthier (Guérin);
- ↪ M^{me} Mariette Carrière (Laverlochère);
- ↪ M^{me} Jacinthe Marcoux (St-Eugène-de-Guigues);
- ↪ M. Patrice LeBlanc (Chaire Desjardins);
- ↪ M^{me} Mireille Bourque (M. Tomy Boucher), agente de développement de la MRCT.

20) Représentant à la Table de concertation régionale en contrôle routier de l'Abitibi-Témiscamingue / Nord du Québec créée en 2004 :

- ↪ M. Philippe Barette (Témiscaming).

21) Représentants au Comité consultatif agricole (CCA) :

➤ **Représentant du conseil de la MRC :**

- ↪ Le maire de la municipalité concernée par le règlement à l'étude;
- ↪ M. Mychel Tremblay (Notre-Dame-du-Nord).

➤ **Représentants de l'UPA :**

- ↪ À suivre de l'UPA

➤ **Résident de la MRCT :**

- ↪ _____

➤ **Personne-ressource :**

- ↪ M. Daniel Dufault, coordonnateur au service d'aménagement de la MRCT.

22) Fédération québécoise des municipalités (FQM) :

- ↪ M. Philippe Barette (élu par les municipalités d'Abitibi-Témiscamingue).

23) Comité « ruralité » de la CRÉ, formé en 2006 :

- ↪ M. Philippe Boutin (Lorrainville);
- ↪ M^{me} Carmen Rivard (Nédélec).

24) Fonds Soutien Abitibi-Témiscamingue – FIER :

- ↪ M. Denis Clermont, secrétaire-trésorier – directeur général de la MRCT.

25) Comité d'action en gestion de l'environnement (CAGE) créé le 20 septembre 2006 :

- ↳ M. Luc Lalonde (Béarn);
- ↳ M^{me} Liliane Rochon (Belleterre);
- ↳ M. Maurice Laverdière (Guérin);
- ↳ M^{me} Francyne Bleau (Lorrainville);
- ↳ M. Réjean Pelletier (Notre-Dame-du-Nord);
- ↳ M. Réjean Drouin (St-Édouard-de-Fabre);
- ↳ M. Hugo Bellehumeur (St-Eugène-de-Guigues);
- ↳ M. Maurice Paquin (Témiscaming);
- ↳ M. Daniel Dufour et M. Jean-Yves Gauthier (Ville-Marie);
- ↳ M. Denis Clermont, secrétaire-trésorier – directeur général de la MRCT.

Observateur :

- ↳ M^{me} Lise Turcotte (Béarn);

Personnes-ressources (MRCT) :

- ↳ M^{me} Mireille Bourque (M. Tomy Boucher) (MRCT);
- ↳ M^{me} Katy Pellerin (MRCT);
- ↳ M. Richard Pétrin (MRCT);
- ↳ M. Daniel Dufault (MRCT).

26) Comité de sécurité incendie de la MRCT :

Un (1) chef pompier représentant le secteur Est :

- ↳ M. Jean-Luc Paquet.

Un (1) chef pompier représentant le secteur Nord :

- ↳ M. Christian Turpin.

Un (1) chef pompier représentant le secteur Sud :

- ↳ M. Danny Violette.

Deux (2) chefs pompiers représentant le secteur Centre :

- ↳ M. Jean Martineau;
- ↳ M. Francis Gingras.

Trois (3) élus municipaux, maires et / ou conseillers qui ont un intérêt pour la sécurité incendie :

- ↳ M. Heinz Howald (St-Édouard-de-Fabre);
- ↳ M. Jocelyn Aylwin (Rémigny);
- ↳ M. Michel Paquette (Moffet).

Personnes-ressources (MRCT) :

- ↳ M^{me} Mireille Bourque (M. Tomy Boucher) (MRCT);
- ↳ M. Steve Houde (MRCT);
- ↳ M^{me} Katy Pellerin (MRCT).

27) Représentant au CA de la Société de l'eau souterraine de l'Abitibi-Témiscamingue créée en 2008 :

↳ M. Maurice Laverdière (Guérin).

28) Valorisation Témiscamingue créée en 2008 :

↳ M. Arnaud Warolin (préfet MRCT);

↳ M^{me} Mireille Bourque (M. Tomy Boucher), agente de développement de la MRCT.

29) Québec en Forme créé en 2008 :

↳ M. Alain Sarrazin (Duhamel-Ouest).

30) MRC/Ville-amie des aînés créée en 2008 :

↳ M. Philippe Boutin (Lorrainville).

31) Comité de sécurité publique créé le 17 décembre 2008, concernant les priorités d'action et les activités à la Sûreté du Québec :

↳ M. Daniel Barrette (Laverlochère – secteur Centre);

↳ M. Michel Paquette (Moffet);

↳ M^{me} Carmen Rivard (Nédélec – secteur Nord);

↳ M. Jocelyn Aylwin (Rémigny – secteur Nord);

↳ M. Yvon Gagnon (Comité municipal de Laniel – secteur Sud);

↳ M^{me} Lyne Gironne, coordonnatrice au service d'évaluation de la MRCT.

32) Comité de réflexion sur l'avenir des zecs créé en 2009 :

↳ M. Luc Lalonde (Béarn);

↳ M. Bruno Boyer (Belleterre);

↳ M. Philippe Barette (Témiscaming).

33) Comité de travail du parc national Opémican créé en 2009 :

↳ M. Arnaud Warolin (préfet MRCT);

↳ M. Daniel Dufault (MRCT).

34) Comité de bassin versant du Témiscamingue créé en 2009 :

↳ M. Maurice Laverdière (Guérin);

↳ M. Philippe Barette (Témiscaming);

↳ M. Daniel Dufault (MRCT).

35) Comité de développement économique créé le 25 novembre 2009 :

- ↳ M. Arnaud Warolin (préfet MRCT);
- ↳ M. Luc Lalonde (Béarn);
- ↳ M. Yvon Gingras (Latulipe-et-Gaboury);
- ↳ M. Philippe Barette (Témiscaming);
- ↳ M. Bernard Flébus (Ville-Marie).

36) Comité de lien autochtone créé le 25 novembre 2009 :

- ↳ M. Arnaud Warolin (préfet MRCT);
- ↳ M. Norman Young, maire de Kipawa;
- ↳ M. Gérald Charron (Laforce);
- ↳ M^{me} Carmen Rivard (Nédélec);
- ↳ M. Bernard Flébus (Ville-Marie).

37) Comité des affaires communautaires créé le 25 novembre 2009 :

- ↳ M^{me} Joanne Larochelle (St-Bruno-de-Guigues);
- ↳ M^{me} Jacinthe Marcoux (St-Eugène-de-Guigues).

38) Communication-Témiscamingue, créé le 20 octobre 2010 et comité de vigie Internet haute vitesse au Témiscamingue :

- ↳ M. André Pâquet (Fugèreville).

39) Fonds d'adaptation et de diversification créé le 10 novembre 2010 (MRCT – SDT – CRÉ / 75 000 \$ / chaque / 3 ans. Total 675 000 \$) :

- ↳ M. Bruno Boyer (Belleterre);
- ↳ M. Bernard Flébus (Ville-Marie).

40) Mobilisation Témiscamingue / Accueil des nouveaux arrivants :

- ↳ M. Arnaud Warolin (préfet MRCT);
- ↳ M^{me} Jacinthe Marcoux (St-Eugène-de-Guigues);
- ↳ M. Tomy Boucher, agent de développement de la MRCT.

41) Persévérance scolaire et réussite éducative :

- ↳ M. Tomy Boucher, agent de développement de la MRCT.

42) Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire (CRRNT / CRÉ) :

- ↳ M. Denis Clermont, secrétaire-trésorier – directeur général de la MRCT.

43) Entreprenariat Jeunesse :

↳ M. Arnaud Warolin (Préfet MRCT);

↳ M^{me} Lyna Pine (Angliers).

44) Domaine de la Baie Gilles :

↳ À suivre...

Note :

Concernant la rémunération des élus (élues)

Tous les délégués et représentants élus sont rémunérés et leurs dépenses (frais de déplacement et de séjour) seront remboursées dans l'exercice de leurs fonctions selon la politique établie pour l'année 2011.

Les dépenses sont remboursées aux conditions suivantes :

- Une conférence téléphonique n'est pas considérée comme une réunion, c'est-à-dire aucune rémunération;
- Un congrès d'une fin de semaine équivaut à une seule réunion, c'est-à-dire une rémunération simple;
- Les dépenses sont remboursables sur présentation d'un rapport de réunion, transmis au secrétaire-trésorier – directeur général de la MRC au moins 4 fois par années, c'est-à-dire à tous les 3 mois au maximum.

12-10-451

Demande de soumissions publiques (Projet n° 02-2011) concernant le transport, le traitement et la disposition des matières recyclables.

Considérant que la MRCT considère que les coûts relatifs à la gestion des matières recyclables sont trop élevés;

Considérant que la MRCT produit annuellement environ 1 600 tonnes de matières recyclables – Actuellement ces matières sont cueillies en régie interne de porte-à-porte, aux 2 semaines, qu'elles sont entreposées à l'Écocentre et acheminées par camion en vrac chez Sani-tri à Rouyn-Noranda pour traitement et disposition;

Considérant l'article 935 et suivants du Code municipal;

Il est proposé par M^{me} Jacinthe Marcoux
appuyé par M. Luc Lalonde
et résolu unanimement

- ❖ D'autoriser l'émission d'une demande de soumissions publiques (Projet n° 02-2011) concernant le transport, le traitement et la disposition des matières résiduelles.

Le contrat recherché est d'une durée d'un an, renouvelable. La dépense contractuelle est estimée à 150 000 \$ par année. GENIVAR est mandaté pour la préparation du devis de soumissions, conformément aux lois et règlements en cette matière. Le secrétaire-trésorier – directeur général de la MRCT est responsable du projet et représentant de la MRCT, le tout conformément à la Politique de gestion contractuelle en vigueur à la MRC de Témiscamingue.

Le Comité d'action en gestion de l'environnement (CAGE) agit à titre de comité consultatif; le directeur général de la MRCT a la responsabilité de constituer le comité de sélection, lequel fera ses recommandations au conseil des maires.

L'appel d'offres sera lancé en janvier ou février 2011. Pour être considérées, les soumissions devront être conformes au devis d'appel d'offres.

La période de validité des soumissions est de 120 jours.

La MRC de Témiscamingue ne s'engage à accepter, ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues.

12-10-452

Suivi – Marche verte du 8 novembre 2010.

➤ Rencontres ministérielles :

◆ M^{me} Nathalie Normandeau (MRNF) (30 novembre 2010 à Québec)

- Reprises des opérations forestières chez Tembec :
 - ➔ 40 000 m³ en 2010-2011;
 - ➔ 300 000 m³ en 2011-2012, à la condition que les projets d'investissements soient acceptés.
- Investissements chez Tembec à Béarn et Témiscaming : 300 M\$ sur 10 ans.

◆ M. Laurent Lessard (MAMROT et MAPAQ)

- Multifonctionnalité et accès aux marchés ontariens en agriculture;
- Gestion des matières résiduelles;
- Contrats de territoires via les MRC.

➤ La pétition suite à la Marche verte compte 4 651 signatures, déposée à l'Assemblée nationale le 9 décembre 2010.

Le premier ministre du Québec, M. Jean Charest, a promis de ne pas laisser tomber le Témiscamingue; une visite de sa part est prévue chez nous au printemps 2011.

➤ La Coalition sur l'avenir de l'agriculture au Témiscamingue, ainsi que l'Union paysanne, autorise maintenant l'accès aux terres agricoles. Le Club de motoneige souhaite une position commune des producteurs agricoles dans toute la région.

Il est proposé par M. Gérald Charron
et résolu unanimement

12-10-452.1

- ❖ Que le préfet intervienne auprès des Clubs de motoneige afin que les sentiers soient entretenus cet hiver autant que possible, sans nuire aux producteurs agricoles. La motoneige est une activité importante pour l'économie des régions en période hivernale.

12-10-453

Les municipalités locales et régionales au cœur de l'occupation dynamique du territoire.

ATTENDU QUE la Fédération québécoise des municipalités travaille depuis plus de 20 ans à faire reconnaître l'importance que représente l'enjeu de l'occupation dynamique du territoire par le gouvernement et qu'elle s'est forgée une expertise solide et crédible à ce sujet;

ATTENDU QUE la Fédération québécoise des municipalités déposait, au printemps 2005, un projet de loi-cadre sur la décentralisation;

ATTENDU QUE la Fédération québécoise des municipalités déposait et rendait public, en février 2008, un énoncé de politique intitulé « Pour une politique d'occupation dynamique du territoire fondée sur l'autonomie administrative et financière des collectivités territoriales »;

ATTENDU QUE, le 18 décembre 2008, le gouvernement du Québec manifestait sa volonté de remettre à l'agenda la question de l'occupation du territoire en ajoutant ce mandat au ministère des Affaires municipales et des Régions;

ATTENDU QUE la Fédération québécoise des municipalités proposait en 2009 l'adoption d'une loi-cadre s'articulant autour de projets de territoire à l'échelle des MRC qui seraient soutenus par l'ensemble de l'appareil gouvernemental et les instances réalisant un mandat gouvernemental en région;

ATTENDU QUE la Fédération québécoise des municipalités plaide pour une occupation dynamique du territoire qui respectera la diversité et l'autonomie municipale et qui donnera aux municipalités locales et aux MRC les leviers nécessaires à leur développement;

ATTENDU QUE l'aménagement du territoire est une responsabilité politique dévolue aux MRC et que leurs schémas d'aménagement et de développement doivent être reconnus comme l'outil prépondérant de planification et de développement territorial, car les élus qui siègent à la MRC représentent l'ensemble des citoyens de toutes les communautés locales;

ATTENDU QUE l'une des plus grandes réussites du Québec en matière de développement du territoire est la mise en œuvre des pactes ruraux issus de la Politique nationale de la ruralité dont le succès a été amplement reconnu par l'Organisation de coopération et de développement économique dans son examen des politiques rurales du Québec réalisé en juin 2010;

ATTENDU QUE la Fédération québécoise des municipalités est convaincue que toute démarche doit s'appuyer sur une gouvernance qui s'exercera près du citoyen et de ses besoins;

ATTENDU QUE les Conférences régionales des élus jouent un rôle important de concertation à l'échelle de la région administrative et qu'elles doivent être renforcées en ce sens;

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire affirmait, en octobre 2010, lors des dernières assises annuelles de la Fédération, sa volonté de considérer comme élément à la base de la stratégie gouvernementale l'adoption d'une loi-cadre sur l'occupation dynamique du territoire;

ATTENDU QU'à l'heure actuelle, dans son projet, la proposition gouvernementale évacue les municipalités locales et régionales et entraîne un glissement des pouvoirs en matière de planification et de développement du territoire, ceux-ci pourtant conférés depuis longtemps dans les lois municipales aux municipalités locales et aux MRC;

ATTENDU QU'à la suite d'une rencontre avec le ministre à l'occasion de la réunion de la Table Québec-municipalités, celui-ci a démontré son ouverture à recevoir et à analyser une proposition formelle provenant de la Fédération québécoise des municipalités;

ATTENDU QUE, lors de l'assemblée des MRC des 1^{er} et 2 décembre 2010, les MRC membres de la Fédération québécoise des municipalités se sont clairement exprimées en faveur de la proposition que cette dernière entend déposer au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire concernant l'occupation du territoire;

Il est proposé par M^{me} Carmen Rivard
appuyé par M. Bernard Flébus
et résolu unanimement

- ❖ D'inclure l'ensemble des éléments de la proposition FQM comme étant partie intégrante de la présente résolution;
- ❖ De demander au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, M. Laurent Lessard, de reconnaître le rôle politique des élus locaux et des MRC et la primauté du schéma d'aménagement et de développement sur les autres outils de planification du territoire;
- ❖ De demander au ministre qu'il adopte une loi-cadre sur l'occupation dynamique du territoire qui reconnaîtra la MRC comme le territoire visé dans la mise en œuvre de celle-ci;
- ❖ De demander que cette loi s'articule autour de projets de territoire émanant de la concertation des MRC avec leurs municipalités locales et que la réalisation de ceux-ci soit soutenue par les instances régionales, particulièrement les Conférences régionales des élus (CRÉ) et les Conférences administratives régionales (CAR);
- ❖ Que copie des présentes soit transmise au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire ainsi qu'à la Fédération québécoise des municipalités.

12-10-454

Rapprochement et échanges entre la commune de Senezergues – Région d'Auvergne en France et projet de jumelage avec la MRC de Témiscamingue.

Considérant l'intérêt historique d'un jumelage ou d'échanges avec la commune de Senezergues et la MRC de Témiscamingue;

Considérant les visites réalisées par les préfets, M. Jean-Pierre Charron en juillet 2009 et M. Arnaud Warolin en juillet 2010;

Il est proposé par M. Bernard Flébus
appuyé par M. Philippe Barette
et résolu unanimement

- ❖ D'approuver la proposition de la commune de Senezergues et d'accepter de promouvoir des échanges d'ordre social, culturel, touristique et économique avec la commune de Senezergues - Région d'Auvergne en France;
- ❖ D'autoriser monsieur le préfet à signer tous documents nécessaires à cette fin et poser les gestes qui s'imposent afin de concrétiser ce partenariat Témiscamingue (Québec) et Senezergues (Région d'Auvergne en France).

12-10-455

Enregistrement des réunions de la MRCT.

Considérant les demandes pour l'enregistrement des réunions du conseil des maires en général ainsi que la période de questions du conseil des maires et du comité administratif en particulier;

Il est proposé par M. Mychel Tremblay
appuyé par M. Bernard Flébus
et résolu unanimement

- ❖ Que ces demandes soient refusées.

Les séances du conseil et du CA comprennent déjà 2 périodes de questions de l'assistance.

Monsieur le préfet et mesdames / messieurs les maires sont disponibles pour des entrevues et / ou des rencontres / conversations téléphoniques, en tout temps.

La loi (jurisprudence) laisse l'entière discrétion au conseil à cet égard.

Les élus / élues ne sont pas confortables envers une telle situation; les débats peuvent parfois soulever des informations d'intérêt privé pouvant faire l'objet de poursuites légales, les élus municipaux ne bénéficient pas de l'immunité parlementaire.

12-10-456

Contrats municipaux Politique de gestion contractuelle.

Il est proposé par M. Luc Lalonde
appuyé par M. Yvon Gingras
et résolu unanimement

- ❖ D'appuyer les municipalités locales dans leurs démarches requérant du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire que les municipalités de moins de 25 000 habitants soient exclues de l'obligation d'adopter une Politique de gestion contractuelle, telle que prévue à l'article 938.1.2 du Code municipal (délai fixé au 1^{er} janvier 2011).

La problématique à l'origine de telles dispositions relève des grandes villes.

La Politique nationale de la ruralité permet au gouvernement du Québec d'adapter les lois et règlements en fonction des régions.

- ❖ De demander à la Fédération québécoise des municipalités (FQM) de faire les représentations qui s'imposent à cette fin.

Information et suivi des dossiers.

12-10-457

- Rapport des comités / organismes :
Dépôt par M^{me} Lyna Pine concernant la Commission culturelle et la Corporation de développement de l'enseignement supérieur et de la Formation professionnelle et technique.
- Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (PL, n° 109) adoptée le 30 novembre 2010, comprenant entre autres :
 - ⇒ L'adoption obligatoire de codes d'éthique et de déontologie dans chacune des municipalités;
 - ⇒ L'obligation pour les élus municipaux de suivre une formation à cet égard.
- L'avenir des services postaux;
- Projet « Forêt de proximité » :
(Informer les gestionnaires locaux advenant tout développement)
- Avenir des petites municipalités et maintien des écoles;
- Avenir des usines de la Commonwealth Plywood :
(L'usine de déroulage de Belleterre reprend ses opérations en janvier 2011 pour une vingtaine de semaines)
- Valorisation Témiscamingue :
(Inscrit à l'ordre du jour du GAMME du 15 janvier 2011)
- Fermeture d'écoles lors de mauvaises conditions atmosphériques.
- Événements à noter :
 - ⇒ Prochain GAMME : 15 janvier 2011 (plan d'action MRCT);
 - ⇒ Prochain conseil des maires : 19 janvier 2011;
 - ⇒ Colloque prévention incendie : (en préparation);
 - ⇒ Prolongation du 31 mars au 31 octobre 2011 des délais pour la réalisation des travaux d'infrastructures financés par le fédéral.

12-10-458

Période de questions de l'assistance (CM, art. 150).

2^e partie

Aucune question.

12-10-459

Levée de l'assemblée.

Il est proposé par M. Maurice Laverdière
appuyé par M. Michel Paquette
et résolu unanimement

❖ Que l'assemblée soit levée.

Il est 22 h 30.

(Original signé)

(Original signé)

Arnaud Warolin, préfet

Denis Clermont, sec.-trés. – d. g.

AVIS : Le présent procès-verbal demeure un « PROJET », tant et aussi longtemps qu'il n'a pas été adopté par le conseil des maires lors d'une séance subséquente.